

Le Rempart

Redaction - Administration 2418, Central Windsor, 19, Ont.

TEL: 948-9322 — 948-2522

8 ieme annee No 17 - 8 octobre 1975

LE RALLYE—EVE... UN GRAND SUCCES

C'est à l'occasion de l'année internationale de la femme que la Fédération des Femmes

Françaises, samedi le 18 octobre, organisa un rallye-Eve pour toutes femmes canadiennes - françaises. L'inscription eut lieu à l'entrée de la salle Vanier de l'Université de Windsor. On remarqua un nombre satisfaisant de participantes qui étaient tous très intéressées. La journée débuta avec une conférence par Mme Yvette Rousseau (Vice-présidente du Conseil Consultatif de la situation de la femme

Canada) qui se déroulait ainsi:

Chers amis,
C'est un honneur pour moi que d'avoir été invitée à 'lancer' votre journée au nom symbolique, pour célébrer l'Année internationale de la femme.

Partout dans le monde, on marque cet événement par des conférences nationales et provinciales et régionales. A mon avis, les plus importantes, ce sont toutes les rencontres comme celle-ci, au niveau local ou régional, où l'on fait le point sur les aspirations concrètes des femmes dans un milieu donné, pour tracer un programme vers l'avenir.

Au Canada, le mouvement de sensibilisation à l'égard des injustices subies par la femme dans notre société a franchi une étape majeure lors de la publication, à l'automne 1970, du rapport de la Commission royale d'enquête sur la situation de la femme.

C'est pour veiller à l'application des recommandations de ce rapport que le gouvernement fédéral créait, en mai 1973, le Conseil consultatif de la situation de la femme. Le Conseil est formé de 30 personnes choisies dans un large éventail géographique et culturel de la société canadienne.

Jusqu'à présent, sur les 122 recommandations de la Commission qui touchent le champ de compétence fédéral, 47 recommandations ont été appliquées par le gouvernement canadien, qui redressait ainsi des conditions discriminatoires ou injustes dans les lois elles-mêmes.

Il est impossible de résumer en quelques minutes les recommandations de

la Commission royale d'enquête, et les études du C.S.F. Je donnerai seulement de brèves explications sur quelques-unes d'entre elles qui se rapportent au sujet que vous avez choisi, et je vous inviterai à vous poser avec moi quelques questions pour encourager la discussion. Beaucoup de gens ont

l'impression que la femme au foyer est la grande oubliée dans le grand mouvement mondial de la promotion féminine. Il est vrai que nous possédons beaucoup de données statistiques sur les femmes qui font partie de la population active, sur leurs motivations, et sur leurs difficultés devant l'insuffisance de services de garde d'enfants. Si l'on n'a pas fait beaucoup d'études statistiques et sociologiques semblables sur la femme au foyer, c'est peut-être parce qu'on suppose sa situation mieux connue et plus familière.

J'ajouterais aussi, que sa situation nous paraît plus familière. En effet, on parle de la femme au foyer, mais on pense à la femme comme mère dans ce contexte. On dit qu'elle est ménagère, mais on estime que sa tâche principale consiste à élever des enfants, soutenir son mari, etc. On la perçoit presque toujours par rapport à d'autres personnes, et rarement comme individu autonome. Ce que disait la Commission en 1970 est encore vrai en 1975: 'La famille est une préoccupation primordiale pour les femmes en général'. J'ai pu constater, à la Conférence de l'A.I.F. à Mexico, que c'est aussi une vérité internationale.

Quelles sont-elles, ces préoccupations de la femme au foyer? Elles sont différentes selon les pays et les régions, différentes selon qu'on vit dans un grand centre urbain ou à la campagne. C'est en se réunissant comme vous le faites aujourd'hui qu'on parvient à cerner à la fois les préoccupations communes à la plupart des femmes dans le monde et celles qui sont plus particulières à un milieu précis.

Peut-être pourrions-nous partir de quelques questions pour déterminer ces préoccupations.

Par exemple: que sont les avantages de la profession de ménagère? Ses

désavantages?

En quoi les progrès de la technique ont-ils diminué les responsabilités de la ménagère? Il paraît que les tâches les plus lourdes et les plus ingrates n'existent plus. Est-ce le cas? L'expansion des moyens de communication, en faisant pénétrer dans tous les foyers des images d'un monde en mouvement, a-t-elle changé quelque chose dans la mentalité des familles?

Comment les hommes, les femmes, les adolescents et les enfants sont-ils touchés par la masse d'information reçue?

L'expansion de l'éducation a-t-elle creusé une fosse entre les générations? L'éducation permanente est-elle suffisamment accessible aux femmes dans votre milieu, et particulièrement à la femme au foyer?

En quoi l'augmentation du coût de la vie touche-t-elle particulièrement la mère de famille?

La dépendance financière des femmes qui ne gagnent pas de salaire au dehors a-t-elle diminué ces dernières années? Est-il souhaitable, est-il même possible que la femme au foyer devienne indépendante, financièrement, de son mari?

Et jusqu'à quel point? Dans quelle mesure la mère, l'épouse qui reste au foyer est-elle irremplaçable? Si elle est irremplaçable, comment valoriser son rôle?

Enfin, n'oublions pas le rôle du père. Quel rôle essentiel devrait être le sien dans le milieu familial? Le voit-on tous jours uniquement comme celui qui apporte la paye? Comment les femmes peuvent-elles favoriser le rôle éducateur du père?

Je suis certain que bien d'autres questions vous viendront à l'esprit sur ces sujets quasi inépuisables et qui concernent un si grand nombre de femmes.

Selon les statistiques, c'est en Ontario que se trouve la plus grande proportion de femmes mariées qui travaillent au Canada. Dans tout le pays cette proportion augmente d'année en année. Mais il reste quand même qu'en 1972, 65 pour cent des Canadiennes mariées demeuraient chez elles. Je ne ferai pas l'erreur grossière de dire qu'elles ne travaillent pas!

Et comme pour prouver

que la femme au foyer travaille vraiment, des économistes ont tenté, à diverses reprises, d'évaluer ses tâches en dollars. Un organisme gouvernemental américain publiait récemment des chiffres à ce sujet: aux Etats-Unis, les 'simples' travaux de la tenue d'une maison, qui valaient environ \$4,700 par année en 1972, atteignaient une valeur de \$5,500 en 1975, par suite de l'inflation.

Suivant cette conférence, place aux ateliers portant les titres de:

1. A la section Jeanne-MANCE.

'Les droits de la femme' avec M. Gérard Levesque, avocat, comme personne ressource, Micheline Buteau, animatrice et Lorraine Duguay, secrétaire. A cet atelier, on discutait les questions suivantes:

1. Quelles sont les possibilités que la femme au foyer puisse recevoir un salaire quelconque, ou encore une certaine compensation déduite du salaire de l'époux lors du rapport d'impôt?

2. a) Pourquoi n'y aurait-il pas plus de femmes aux postes administratifs tels que Gérant de Banque, de magasin à rayons, etc...ou même présidente d'une compagnie, et ce, avec un salaire égal?

b) Est-ce qu'une femme peut actuellement devenir Général?

3. Pourquoi est-ce tellement difficile pour une femme ayant les qualifications nécessaires, d'entrer dans la scène politique? - Serait-ce de la discrimination?

4. a) Dans le cas de décès sans testament de l'époux, quels sont les droits de la femme sur les biens laissés par celui-ci?

b) Lorsqu'un testament existe mais le bénéficiaire étant une personne autre que l'épouse, est-ce qu'il y a une loi actuelle protégeant cette femme?

5. a) Est-ce possible pour une femme mariée ou non de faire un emprunt à son nom ou encore appliquer pour une hypothèque?

b) Pour quelle raison une femme mariée ne peut pas obtenir une carte de crédit à son nom?

2. A la section St-Jérôme 'Planification familiale' avec Marie Paule Doyle de l'équipe Seréna, Ottawa, comme personne ressource, Gylianne Brassard, animatrice et Marie Paquin secrétaire. A cet atelier le sujet 'La régulation des naissances sans contraceptifs' fut étudié.

3. A la section St-Joachim 'La femme au foyer - au travail avec Madeleine Leal de St-Joachim comme personne ressource, Cécile Sylvestre, animatrice, Cécile Hamelin, secrétaire et Thé-

rése Quenneville, secrétaire. A cet atelier les questions suivantes furent discutées:

1. Qu'entendez-vous par 'le rôle particulier de la femme'? Est-ce qu'une femme doit demeurer au foyer pour vraiment remplir son rôle de femme? Si le besoin financier n'existe pas, la femme doit-elle se sentir 'coupable' d'entrer sur la marche de travail?

2. La mère demeure au foyer - il y a sûrement bien des avantages, surtout lorsque les enfants sont jeunes. Pourquoi se sent-elle parfois inférieure? Se rend-elle compte de son potentiel? L'artisanat - les arts domestiques etc. Elle peut porter à l'avantage ses connaissances et faire très bonne figure. Commentez-

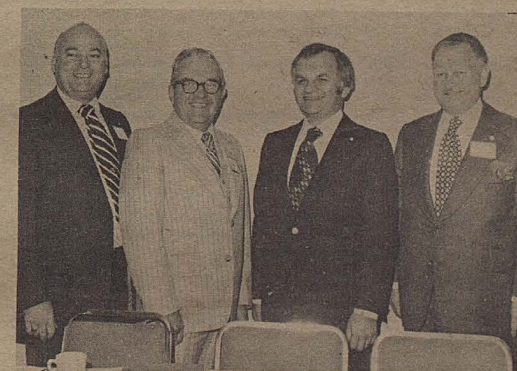
3. Est-ce que la femme se rend compte de sa valeur sur le marché de travail? Il semble y avoir peu de femmes qui atteignent les hautes positions. Pourquoi? Manque d'initiative? Sens d'infériorité? discrimination

4. Est-ce que la femme travaille sous tension parce qu'elle craint de négliger sa famille? Son travail provoque-t-il des protestations de la part de son époux? - de ses enfants?

Les avantages au point de vue financier sont-ils valables? (ici nous parlons des femmes qui ne sont pas taire. A cet atelier le sujet 'La régulation des naissances sans contraceptifs' fut étudié.)

5. N'est-ce pas logique de se préparer pour le jour où les enfants quitteront le foyer? La ménopause serait-elle plus endurable?

Suite en page 2.



Plusieurs visiteurs distingués se sont unis aux membres du club Richelieu de Windsor pour fêter le 25ème anniversaire de ce club à Windsor récemment. Dans notre photo, dans l'ordre

habituel, M. Jules Drouin de Toronto, gouverneur de la région Ontario-sud, M. Omer Dubuc, président du club local, M. Gérard Pelletier, de Hartford, Connecticut, président internatio-

nal des clubs Richelieu, et M. Georges Paradis de Toronto, 2e vice-président international.

(Voir notre article en page 2)

EDITORIAL

La télévision française, nous l'attendons tous avec anxiété d'entendre notre propre langue à la télévision, de connaître avec plus de profondeur les acteurs français et d'avoir le choix d'écouter et de regarder ce qui nous plaît.

Malheureusement, M. Pierre Larose (Directeur des Services Français de la télévision à Toronto) a déclaré que la date fixée à février 1976 est remise à quelques mois plus tard. Ce délai, cette fois, n'est pas causé par le tube important dans le transmetteur qui nous vient de l'Angleterre car M. Laurent Duval nous avait déclaré au mois d'août 1975 que tout

équipement était en route et devrait être reçu bientôt. Non, ce délai est causé par des difficultés causées par des droits des États-Unis. Il s'agit de se procurer une pièce spéciale dans le transmetteur qui n'existe dans aucun autre réseau au Canada afin de ne pas capter les programmes de Détroit. Radio Canada était bien au courant que Windsor était situé tout près de Détroit mais les lois changent à tout moment.

Je sais qu'on parle de la télévision française depuis 1965; je sais aussi qu'il y a eu plusieurs dates officielles de fixées mais rares sont les grands projets de ce genre qui sont réalisés des leur

première date fixée officiellement.

Je demande au public de prendre patience et de comprendre que ceci n'est rien qui dépend de Radio-Canada; c'est tout simplement un exemple de ce qu'est la vie aujourd'hui. Ne croyez surtout pas, ce retard ne veut point dire que le projet est en danger de tomber. Les pourparlers avec Windsor ont été faits et la construction de la tour est commencée.

En attendant, il est tout de même consolant de savoir que la télévision éducative qui doit arriver en janvier-fevrier, apportera des émissions émissions

Merci
Christine Carrier

Comment faire une demande de subvention à l'Office des tournées

Les artistes professionnels de la scène ainsi que les troupes résidant au Canada peuvent faire une demande de subvention pour défrayer le coût d'une tournée au Canada. Nos formules de demande ne sont pas encore prêtes mais vous pouvez nous demander de l'aide en nous écrivant une lettre dans laquelle vous nous donnerez tous les détails concernant le programme que vous désirez présenter en tournée (pièce de théâtre, oeuvre musicale, etc.), votre projet d'itinéraire (ou, quand et combien de temps la troupe sera partie en tournée), un budget dans lequel vous indiquerez tous

les frais directs qu'entraîne la tournée (transport, salaires, allocation journalière, publicité, frais d'administration, etc.) ainsi que les revenus (pourcentage sur la vente des billets, participation des organisateurs locaux, autres subventions, etc.).

Normalement, votre demande de subvention doit être présentée au moins six mois avant le début de la tournée. Il n'est pas nécessaire que votre programme, votre itinéraire et votre budget soient définitivement arrêtés au moment où vous présentez votre demande. Les subventions sont accordées en fonction de

critères comme la qualité artistique, le besoin d'une telle tournée (tant pour le public que pour la troupe) mais aussi en tenant compte des autres tournées que nous subventionnons déjà. Seule la troupe qui part en tournée peut être subventionnée. Les impresarios indépendants, les administrateurs ou les organisateurs locaux ne peuvent faire de demande mais peuvent profiter des frais d'engagement moins élevés de la troupe subventionnée.

Pour de plus amples renseignements, veuillez communiquer avec Joanne Morrow, coordonnatrice des subventions, Office des tournées.

M. Louis Bezaire honoré au 25e anniversaire du club Richelieu de Windsor

Près de 150 convives, réunis pour fêter le 25ème anniversaire du club Richelieu de Windsor au Motel Madrid le samedi 18 octobre ont chaleureusement applaudi le geste d'hommage posé à l'endroit de M. Louis Bezaire à cette occasion.

Membre-Fondateur du club et un de ses anciens présidents, M. Bezaire s'est distingué par un service dévoué, long et constant, non seulement en faveur de la société Richelieu, mais également de presque toutes les autres associations qui oeuvrent au progrès des francophones du sud-ouest, dont les APIs, le Comité consultatif de langue fran-

caise du conseil scolaire de Windsor et les Caisses populaires, a déclaré M. Omer Dubuc, président du club Richelieu de Windsor, alors qu'on remettait une plaque-souvenir à M. Bezaire.

La plaque lui fut présentée par M. Gerald Pelletier de Hartford, Connecticut, président international de la société Richelieu qui ensuite a fait l'allocution de circonstance. Il a incité les membres à accentuer le caractère français et chrétien de la société Richelieu, et d'éviter la tendance qui se dessine dans certains esprits à en faire un groupe de pression.

Plusieurs confrères Richelieu de Welland, de Penetanguishene, d'Oshawa et de Toronto s'étaient rendus à Windsor pour participer à la fête.

Le club Richelieu de Windsor fut fondé au printemps de l'année 1950 par une vingtaine d'intéressés avec l'assistance d'officiers du club Richelieu d'Ottawa-Hull. Son premier fondateur était le Dr. Fernand Lacasse.

La fête du 25ème anniversaire a été organisée par un comité d'anciens-présidents dont M. Bezaire, Oscar Benetean, Phil McGraw, Jean Brule, Jean-Charles Couture, Jules Saint-Denis et Paul Simard.

Suite de Rallye-Eve

6. Le travail en dehors du foyer aide la femme à s'épanouir - Le travail bénévole? Commentez ----

4. A la section Pointe-aux-Roches.

L'Age d'Or avec M. Fernand Losier, Nouveaux Horizons comme personne ressource, M. Philippe Chauvin, animateur, Thérèse Ste-Croix, animatrice, Claire Markham, secrétaire. A cet atelier, on discutait comment les gens à l'âge d'or peuvent-ils être utiles à la société et la possibilité d'ou-

vrir un club de l'Age d'Or à Windsor.

5. A la section Pain Court.

La femme Educatrice avec Sr. Rose Rita Roy comme personne ressource, Francoise Rivest, animatrice, Laurette Raymond, secrétaire. Quelques questions discutées à cet atelier sont:

1. Comment répondre à ces responsabilités en temps modernes?

2. Est-ce que la femme est la seule à prendre responsabilités pour l'éducation des enfants?

3. Est-ce que le manque de présence de la femme au

foyer peut affecter l'éducation donnée aux enfants?

Les ateliers se terminèrent à 11:30 heures pour faire place à un délicieux dîner. Après le dîner, une conférence par Mme Jacqueline Martin décrivait la Fédération des Femmes canadiennes-françaises. Ce Rallye se trouvait être le 4ème Rallye-Eve en Ontario et Mme Martin nous annonça que trois autres Rallyes étaient prévues pour l'ouest prochainement. Mme Martin nous racontait que depuis 60 ans aucun salaire n'avait été payé aux membres pour leur dévouement. En 1932, c'a-

comptait dans la Fédération, 22 sections actives. Présentement 16 régions, 16 comités régionaux forment la Fédération. Mme Martin nous assure que la Fédération n'est nullement un groupe féministe. La majorité des femmes s'acceptent comme telles et préfèrent demeurer femme de maison, mère de famille, etc. Le besoin aujourd'hui est de se découvrir soi-même. Mme Martin annonça que le 6 octobre, 800 femmes se sont jointes à la Fédération ce qui amena grands applaudissements.

Suite à cette conférence, Mme Leboeuf, présidente de la section de Pointe-aux-Roches, fit ses remerciements à Mme Martin d'avoir accepté de bien collaborer au Rallye tout en l'encourageant à continuer ses beaux efforts et en l'invitant à venir nous visiter plus souvent pour ensuite aider la parole à Mgr. Noël, curé de la paroisse St-Jerome. Les mots de Mgr. suivaient ainsi: 'Premièrement, je voudrais remercier la présidente nationale d'avoir bien voulu venir nous rencontrer. Je suis heureux d'avoir trouvé le temps de venir vous encourager. Jusqu'à aujourd'hui, mon savoir au sujet de la Fédération n'a jamais été bien clair tant qu'au rôle qu'elle joue dans la société mais les mots de Mme Martin ont su éclairer ces points d'interrogations. Il y a plusieurs luttes à entreprendre dans une paroisse et une organisation comme la votre aide beaucoup. Je vous encourage à augmenter vos intérêts.

Suivant ces quelques paroles, Mme Charlotte Mongenais cita quelques mots pour l'encouragement

de notre journal français pour lesquels nous la remercions.

Quelques minutes plus tard, il y eut un tirage des prix de porte tirés par la présidente nationale. Il y eut ensuite une petite pose-café qui céda place aux rapports de tous les ateliers que nous

vous ferons parvenir en détails dans notre prochain numéro. Plus tard ce fut l'heure des questions des participantes aux personnes ressources. Parmi ces questions, une question très utile fut adressée à M. Gerad Levesque en ces mots: que, comment est-il possible pour nous la société de déterminer les prix d'avocats? La réponse fut celle-ci: 'Pour un achat, le tarif est de 1/4 pour cent de la propriété achetée. Ceci s'applique aux propriétés qui valent jusqu'à \$50,000. Le tarif change après ce montant. Pour une vente, le tarif est la 1/2 de 1/4 pour cent de la propriété vendue. Un testament vous coûte \$25, \$30 pour les deux époux. Un divorce, ce chiffre à \$100. Pour une succession, le tarif est de 3 pour cent jusqu'à \$10,000 et 2 pour cent de \$10,000 à \$90,000. Si une transaction est compliquée, si elle demande plus d'heures à l'avocat dans des cas de gens qui ne sont pas allés voir un avocat au début de leur problème, le prix peut s'élever.

A un certain lieu des discussions, une femme suggéra un salaire pour les femmes forcées à demeurer à la maison. Mme Rousseau répondit en déclarant que ceci était une forte demande, qu'une recherche avait été établie là-dessus mais rien n'était promettant. Mme

Rousseau souligna que l'argent nécessaire pour réaliser cette demande serait collecté de la poche de chacun de nous.

La journée se termina avec quelques mots d'encouragement de Mme Martin aux sections.

Le Conseil régional de la Fédération des Femmes canadiennes françaises est composé de Mme Thérèse Hamel (Présidente), Mme Aline Bezaire (Présidente Adjointe), Mme Jeanne Mongenais (Secrétaire), Mme Marielle D'Aoust (Trésorière).

Durocher & Trépanier

agent d'assurance

Tél: 728-1780 Belle-Rivière

LUSTRE CRAFTS

articles à cuisiner
vus par rendez-vous
Christine Harding
Belle Rivière
Tél: 728-2287

L.P. ROOFING

- couvertures plates
- bardeaux d'asphalte
- revêtement d'aluminium
- dalles à eau
- réparations générales

728-1061

LE REMPART

editeur: Les Publications des Grands Lacs
Président: M. Jean C. Mongenais
Redactrice en chef: Mme Christine Carrier
responsable de la publicité: Mlle Marguerite Levesque

Le Rempart est publié à 2418 Avenue Central, Windsor, Ont., et malle par deuxième classe au bureau de Poste de Tilbury

No. de permit 02903

Community Web Printings, Tilbury, Ontario

AVIS IMPORTANT

Hé! Parents! Amis! saviez-vous que les BINGO de L'A.P.I. région 12 Windsor vont recommencer!!

Premier bingo aura lieu le samedi, 25 octobre 1975, à 7:30 hres p.m. -Nouveau local est situé dans l'édifice du 'Bazaar Flea Market', c'est-à-dire le Marché aux Puces sur la rue Ouellette, à l'angle de la rue Tuscarora.

\$2,000.00

en prix

1) Early Bird Round (cartes gratuites)...\$100.00
2) deux parties spéciales de \$200.00 chacune
3) six parties régulières de \$50.00 (\$30.00 et \$20.00)

L'AEFO CONTRE LA POLITIQUE ANTI-INFLATIONNAIRE.

Tout en reconnaissant la nécessité de ralentir le rythme de l'inflation, l'AEFO n'est pas prête à supporter la politique des contrôles annoncée par le gouvernement fédéral. Selon le 1er vice-président de l'AEFO, M. Pierre Lalonde, une telle législation serait à peine tolérable une fois que tous les enseignants auront effectué le rattrapage salarial requis afin de contrecarrer les effets érosifs de l'inflation des derniers 36 mois. De plus, ajoute M. Lalonde, les enseignants des divers conseils scolaires de la province doivent maintenir un niveau de comparabilité sa-

lariale compte tenu des circonstances géographiques régionales. L'AEFO entend prendre les mesures qui s'imposent pour que l'approbation en principe donnée par M. Davis au plan Trudeau ne signifie pas une application identique des modalités énoncées dans la politique fédérale des contrôles. Plusieurs groupes d'employés sont présentement impliqués dans les négociations de nouvelles conventions qui seront retroactives. Le facteur de rattrapage est un élément essentiel de ces pourparlers et les limites suggérées seraient in-

justes et inacceptables. La Fédération des Enseignants de l'Ontario saura se faire entendre afin que les enseignants ne soient pas, encore une fois, parmi les premiers groupes à être brimés dans leurs revendications salariales. M. Lalonde affirmait en terminant qu'il ne croyait pas que l'AEFO allait encourager ses unités régionales dont l'entente est échue depuis le 31 août 1975, à se restreindre volontairement selon les termes de la politique anti-inflationnaire.

\$300,000 consacrés à l'information et à la

recherche, concernant à l'usage et l'apprentissage de la langue seconde

OTTAWA.-Le Secrétaire d'Etat, J. Hugh Faulkner, a octroyé \$300,000 à quatre organismes de l'Ontario et du Québec, pour des travaux ayant trait à l'information et à la recherche, quant à l'usage et à l'apprentissage de la langue seconde. La 'Revue canadienne des langues vivantes' a reçu \$12,021 pour publier un second numéro spécial, en février 1976, lequel traitera des attitudes et de la motivation des individus dans l'apprentissage de la langue seconde. D'autre part \$13,758 ont

été accordés à l'Institut d'études pédagogiques de l'Ontario pour la réimpression de quelques 300 exemplaires du troisième numéro de la revue intitulée 'Travaux de recherches sur le bilinguisme', et pour la publication de quatre autres numéros. Le 'Language Research Group', de l'Université Western de London, en Ontario, bénéficie de son côté d'une subvention de \$125,000, pour poursuivre un programme de recherches portant sur les attitudes et la motivation des

individus à apprendre le français. Enfin, \$149,310 sont versés à l'Université Laval, à Québec, pour l'administration du Centre international de recherches portant sur le bilinguisme (CIRB). Cet organisme est de réputation internationale, et il a pour objectif d'étudier et de faire connaître les problèmes posés par la coexistence au Canada et à l'étranger, de deux communautés linguistiques différentes.

Le fondateur des Oblats beatifié le 19 octobre

Le 19 octobre 1975, dimanche des missions, le pape Paul VI procéda à la béatification de quatre Serviteurs de Dieu - dont le fondateur des Oblats - dont l'action missionnaire fut prépondérante dans l'Eglise depuis le siècle dernier; cet acte du pape a marqué une des dernières étapes importantes de l'Année sainte, qui s'achèvera bientôt. En plus du fondateur des Oblats de Marie Immaculée, Eugene de Mazenod, ont été beatifiés le même jour la fondatrice de la Société Saint-Pierre-Clavier, Marie-Thérèse Ledochowska, ainsi que le fondateur et un missionnaire de la Société du Verbe Divin, Arnold Janssen et Joseph Freinademetz.

Une messe solennelle que célébra, à St Pierre de Rome, sa sainteté le pape Paul VI. Plusieurs Oblats, accompagnés de parents et amis, s'étaient présentés pour l'occasion dans l'enceinte de la basilique. La plupart des Oblats, cependant, célébreront l'événement en toute simplicité, en organisant sur les lieux mêmes de leur travail habituel une fête un peu spéciale. En plusieurs endroits, paroissiens et amis ont été invités à se joindre aux groupes d'Oblats pour une rencontre fraternelle. Une messe, revêtant un peu plus de solennité, sera célébrée probablement durant la première semaine de décembre dans les églises cathédrales de Québec, de Montréal et d'Ottawa. Tous et chacune y sont d'ores et déjà conviés.



Le fondateur des Oblats, Eugene de Mazenod

Les Celebrations

La proclamation de la béatification des Serviteurs de Dieu a été faite durant la

COMARTIN & DEZIEL AVOCATS

545, Notre-Dame
Belle-Riviere
728-2000

Windsor
258-6382

Imprimerie
Lacasse

Técumseh, Ont.
735-4121



PROVINCE DE L'ONTARIO

AUDIENCES PUBLIQUES

La Commission royale d'enquête
sur la violence
dans le secteur des communications

Instituée dans le but d'étudier les effets possibles, sur la société, de la représentation de la violence dans les médias, la Commission royale d'enquête sur la violence dans le secteur des communications tiendra des audiences publiques à:

Vous êtes invité à soumettre un mémoire par écrit au moins trois semaines avant cette date. Nous exhortons les personnes intéressées à assister aux audiences qu'elles aient soumis un mémoire ou non.

Les mémoires, ainsi que les demandes de renseignements, doivent être adressés à:

La Commission royale d'enquête sur la violence dans le secteur des communications, 151 ouest, rue Bloor, Pièce 810, Toronto, Ontario M5S 2V5.

L'Honorable Judy LaMarsh

L'Honorable Juge L. A. Beaulieu

Scott Young

Membres de la Commission

Appelez-nous au numéro 1-800-261-7091 - n'importe quand, sans frais.

CONFERENCE FEDERALE-PROVINCIALE SUR LES DROITS DE L'HOMME

Le Secrétaire d'Etat, M. Hugh Faulkner, a annoncé aujourd'hui qu'une conférence fédérale-provinciale sur les droits de l'homme aura lieu à Ottawa au Centre de conférences les 11 et 12 décembre 1975. Ce sera la première conférence fédérale-provinciale réunissant des ministres qui traiteront uniquement de questions relatives aux droits de l'homme. La conférence fait suite à deux récentes réunions interprovinciales sur les droits de l'homme au cours desquelles les provinces ont manifesté leur désir de poursuivre les discussions avec le gouvernement fédéral. Les discussions actuellement en cours se rapportent aux questions qui pourront être étudiées lors de la réunion de décembre. L'ordre du jour étant provisoire, le Secrétaire d'Etat a proposé que les discussions comprennent l'adhésion et la mise en application dans le pays de certains instruments internationaux des droits de l'homme, notamment le Pacte

international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels, le Pacte international relatif aux droits civils et politiques et son Protocole facultatif, le Projet de loi C-72 récemment présenté en première lecture et portant le nom de Loi canadienne sur les droits de l'homme, et si possible la question de l'établissement d'une collaboration avec les provinces en vue de promouvoir des activités telles que la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale, découlant des Nations Unies. Le Secrétaire d'Etat a fait remarquer que les travaux de nombreux ministères fédéraux touchent à certains aspects des droits économiques, sociaux, culturels, civils, politiques, et que son ministère sert depuis plusieurs années de point de référence pour le gouvernement fédéral en ce qui concerne la question des droits de l'homme dans le pays. Quatre ministères fédéraux, soit le Secrétariat d'Etat, le ministère de la Justice, le

ministère des Affaires extérieures et le ministère du Travail, participeront à la conférence prévue. M. Faulkner a également fait savoir que le ministre de la Justice désirait connaître l'opinion des provinces à propos de la Loi canadienne sur les droits de l'homme, récemment présentée en première lecture. La plupart des provinces possèdent une grande expérience dans l'administration de lois semblables. La conférence aura lieu le lendemain de la Journée annuelle des Droits de l'homme, soit le 10 décembre 1975, qui marque également la troisième année de la Décennie de la lutte contre le racisme et la discrimination raciale déclarée par les Nations Unies. Il a exprimé l'espoir de voir la réunion fédérale-provinciale aboutir à l'application d'autres mesures visant à réduire les préjugés et la discrimination, et à favoriser le respect des droits de l'homme en général.

CARON GRAIN CO. LTD

Wallaceburg
627-3337
627-4187

L.P. CARON, Gérant

Grande Pointe
352-0479

Epicerie Rivest

Essence et huile

Staples 687-2181

CORDIALE INVITATION

Samedi, le 1er novembre, l'avant-midi. L'après-midi entièrement consacré à la tenue d'un atelier pratique portant sur l'organisation d'une soirée récréative de danse, sous l'habile direction d'un spécialiste chevronné en la matière, monsieur Jacques Biron, récréologue.

Du nouveau vous attend à Oshawa. Le programme habituel comprenant les rapports, les ateliers, la séance plénière et le vote des résolutions sera comprimé, dans

quement en français. Tous ensemble, avec monsieur, nous organiserons une soirée de tonnerre! Pourquoi, me direz-vous, choisir une telle formule? Tous nos clubs organisent des soirées de danse. Cependant, il faut avouer en toute franchise que l'ambiance française y fait souvent défaut, même si nos organisateurs se dévouent corps et âme et y mettent toute la bonne volonté du monde. Par suite du succès

remporté à Cambridge lors du projet pilote de danse, nous avons cru qu'il était de primordiale importance de faire profiter tous nos clubs de cette expérience. Il me fait plaisir d'inviter

cordialement la direction de nos clubs affiliés à envoyer à Oshawa plusieurs délégués. Ceux-ci auront l'occasion de participer à notre congrès annuel qui s'avère toujours une source d'inspiration et de motivation. En plus, ils auront l'occasion d'acquiescer des connaissances pratiques dans l'organisation de soirées récréatives à caractère francophone.

Comme on disait à bord des trains: 'Suivant, Oshawa, dernier appel'.

Jean Laneuville,
président.

E.A. Archer

MONTRES & DIAMANTS

Tilbury, Ont.

682-2301

VENDRE OU ACHETER

communiqué avec

ROSAIRE CARON REAL ESTATE

Membre de la Fédération des professions immobilières

FIABCI

du Conseil Ontarien Canadien

TORONTO

Marie Jeanne Caron
Gisèle Caron
Ghislaine Grellet

Toronto - 241-0305

COMMISSION PERMANENTE

ONTARIO-QUEBEC

Quelques soixante étudiants québécois sont venus travailler en Ontario cet été tandis qu'un même nombre d'Ontariens allaient au Québec dans le cadre du programme d'échange d'étudiants Ontario-Québec.

A en juger d'après les réponses du questionnaire envoyé par le gouvernement ontarien nos amis québécois sont plus que sympathiques un peu froids et distants. Ils ont aussi trouvé le coût de la vie fort élevé dans une ville telle que Toronto et n'ont malheureusement pu économiser autant qu'ils avaient prévu. Quelques déceptions ici et là ne semblent pas avoir empêché la plupart des étudiants d'apprécier une telle expérience. Ils souhaitent un plus grand nombre de participants et longue vie à cet échange interprovincial.

Extrait d'une lettre d'une étudiante de retour au Québec: 'Jamais je n'avais espéré un si chaleureux accueil de la part de mes confrères de travail... je ne regrette rien de cette enrichissante expérience, et je profite de l'occasion pour remercier les gouvernements de l'Ontario et du Québec tout en espérant qu'ils continueront ce programme dans le futur.'

Prévention des accidents

Un fait essentiel à retenir dans la prévention des accidents est qu'il faut tenir compte de la sécurité en fabriquant l'outil. Ce récit d'un accident qui s'est soldé par une douloureuse blessure contribuera à illustrer ce fait.

Un employé d'un atelier de wagons de chemins de fer était en train de placer une attache de feuillard de 2 pouces avec une sertisseuse pour fixer un chargement de blocs d'aluminium. Sa main droite, revêtue d'un gant gras, a glissé de la poignée en métal lisse de la sertisseuse et son majeur a été écrasé entre les pattes d'attache du séparateur racc au milieu des poignées. Lorsque ces dernières se sont rejointes, il en est résulté en doigt lacéré et fracturé.

L'enquête au sujet de cet accident a clairement indiqué que l'outil avait été mal conçu au point de vue de la sécurité. On avait soustrait la sertisseuse à l'usage afin de la modifier en effectuant un moletage sur les poignées, moyen par lequel la surface lisse d'un gant ne pouvait glisser. C'était, après coup, une sage mesure préventive contre les accidents.

Une employée enceinte a droit à un congé de maternité.



En Ontario, il y a une loi qui permet à toute femme enceinte, mariée ou non, de bénéficier d'un congé de maternité de 17 semaines non payées. Cette loi est valable pour les employées à temps partiel aussi bien que pour les employées à plein temps, étant entendu qu'elles ont travaillé pour le même employeur pendant au moins 63 semaines avant la date prévue pour la naissance de l'enfant.

Lorsqu'elle reprend son travail, la mère a le droit d'occuper le même poste ou un poste comparable, sans perte d'ancienneté ou d'avantages sociaux.

Il est évident que la grossesse ne peut éviter à une employée d'être renvoyée pour des raisons valables sans rapport avec sa grossesse, mais celle-ci ne peut constituer en elle-même un motif de renvoi lorsqu'une employée a droit à un congé de maternité.

Une employée enceinte doit donner, par écrit, un préavis de deux semaines et préciser le jour où elle a l'intention de prendre son congé. Elle peut le prendre n'importe quand pendant la période de 11 semaines qui précède la naissance de l'enfant, mais elle doit prendre au moins six semaines de son congé après la naissance. Si l'employeur désire que l'employée fasse commencer son congé avant la date qu'elle envisage, il doit prouver qu'elle n'est pas en mesure de s'acquitter de ses fonctions de façon normale.

L'employée a droit aux prestations de l'assurance chômage pendant son congé de maternité (même si elle n'envisage pas de reprendre son emploi à la fin de son congé), si elle a travaillé et payé ses cotisations pendant au moins 20 semaines au cours de l'année qui précède la naissance de l'enfant. D'autre part, au moins dix des vingt semaines doivent être comprises entre la 30e et la 50e semaine précédant la naissance de l'enfant.

Pour obtenir de plus amples renseignements sur les congés de maternité ou toute autre législation du travail pouvant intéresser la main-d'œuvre féminine, veuillez vous adresser à:

Ontario 20
Queen's Park
Toronto (Ontario)

et nous vous ferons parvenir un dépliant en français.

Ministère du Travail
Bette Stephenson, M.D., ministre



Province de l'Ontario

William Davis, premier ministre

DERNIERE ET FINALE PARTIE DU RAPPORT DES RECHERCHES SUR LA SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE DES FRANCO-ONTARIENS

Cette étude, entreprise en mai 1972, devait décrire de la façon la plus complète possible la situation socio-économique des Franco-Ontariens et tracer l'évolution depuis dix ans. Deux sources d'information ont servi à dresser ce portrait dynamique de la situation économique:

- a) un sondage effectué auprès des chefs de ménage Franco-Ontariens au cours de l'été 1972;
- b) les données des recensements de 1961 et 1971. Les détails et les retards dans le traitement des données des recensements furent tels que les informations relatives au recensement de 1961 sont encore à venir et celles au sujet du recensement de 1971 nous sont arrivées vers la fin de 1974.

L'ensemble de cette étude a été financé principalement par l'Association canadienne-française de l'Ontario. L'École des Hautes Études Commerciales, l'Université du Québec à Montréal et l'Université d'Ottawa y ont contribué de façon substantielle en mettant à la disposition des chercheurs des sommes destinées à supporter les services techniques d'assistants de recherche et de secrétariat.

Nous devons remercier les autorités provinciales de l'ACFO pour leur participation active aux diverses phases de la recherche et plus spécifiquement Lucien Bradet ainsi que Remy Beauregard qui ont su jouer le rôle d'intermédiaires entre l'équipe de recherche et l'Association canadienne-française de l'Ontario. Il nous faut également remercier de façon toute spéciale les assistants de recherche qui nous ont secondé dans cette opération: André Guay, Laurent Lepage, Alain Massot et Louis Ranger, et finalement Yanik Harnois, qui a su nous secondier de façon fructueuse dans les dernières phases de cette recherche.

CONCLUSION

Plutôt que de faire ici un résumé de ce rapport synthèse, nous préférons émettre des hypothèses qui permettront d'envisager les résultats sous des angles particuliers. Lorsqu'on discute de la situation d'un groupe ethnique, des inégalités entre des groupes, on argumente habituellement autour de six thèmes. Dans le cas des

inégalités socio-économiques entre Franco-Ontariens et Anglo-Ontariens, ces thèmes peuvent s'exprimer ainsi:

- 1- Les inégalités socio-économiques s'expliquent par le fait que la scolarisation des Franco-Ontariens n'est pas la même que celle des Anglo-Ontariens.
- 2- Les inégalités socio-économiques viennent du fait que les Franco-Ontariens n'occupent pas les postes-clés dans la structure de l'économie ontarienne.
- 3- Les inégalités socio-économiques viennent de ce que les Franco-Ontariens ont des idées, des opinions défavorables à l'activité économique.
- 4- Les inégalités socio-économiques s'expliquent par des particularismes régionaux, c'est-à-dire par les caractéristiques des régions dans lesquelles vivent les Franco-Ontariens.
- 5- Les inégalités socio-économiques viennent de ce que les Franco-Ontariens sont moins enclins que les autres à partir à leur propre compte, c'est-à-dire que l'entrepreneuriat est plus faible chez les Franco-Ontariens.
- 6- Les inégalités socio-économiques s'expliquent par un combinaison des facteurs socio-économiques, structurels et régionaux.

Examinons donc chacun de ces arguments à la lumière des résultats de nos recherches.

- 1- En termes de scolarité, les principales différences viennent de ce que les Franco-Ontariens quittent l'école plus tôt que les Anglo-Ontariens, c'est-à-dire que le nombre de ceux qui se rendent à l'université et le nombre de ceux qui complètent leur formation par des cours professionnels est inférieur à ce que l'on observe au niveau de la province. Également, les Franco-Ontariens ne choisissent pas assez d'aller vers le génie, la médecine et l'administration.
- De grands progrès ont été réalisés par les Franco-Ontariens sur le plan de l'éducation au cours des dix dernières années, ce qui a permis aux Franco-Ontariens de jouir en moyenne d'une scolarité plus longue. Il reste toutefois encore un grand nombre de Franco-Ontariens peu

scolarisés (donc leur vision du monde et leur participation à celui-ci auraient intérêt à être rafraîchies par un retour à l'école.

2- Là où la situation est la plus sombre pour les Franco-Ontariens, c'est celle de leur insertion dans les occupations et les secteurs industriels. Trop souvent, on retrouve les Franco-Ontariens dans des types d'occupation requérant de faibles compétences techniques ou générales (ex: les mines, la construction, le traitement des matières premières) et dans des secteurs de faible progression économique ou à progression dépendante de la vigueur industrielle (ex: les forêts, l'agriculture, l'administration publique). Il y a un grand manque chez les Franco-Ontariens à pourvoir des postes dans des types d'occupation à hautes qualifications techniques ou générales, qui décident souvent des voix à prendre pour l'économie ontarienne (ex: administrateurs, occupations de commerce, ingénieurs) et dans des secteurs à forte progression économique, qui donnent le ton à l'économie ontarienne (ex: secteur manufacturier, secteur financier, les services spécialisés). Là où il manque le plus de Franco-Ontariens c'est dans les postes d'administrateurs, dans le secteur manufacturier et le secteur financier.

Dans presque tous les secteurs industriels, les Franco-Ontariens sont encore plus sous-représentés au niveau des gens travaillant à leur propre compte. Parmi ceux-ci, les francophones comptent une plus grande proportion de cultivateurs que les anglophones. Mais il y a bien moins de Franco-Ontariens lorsqu'on regarde du côté des gens à leur propre compte avec une main d'œuvre rémunérée à leur disposition. On peut en déduire qu'il a peu de patrons francophones dans les entreprises de moyenne et grande envergure.


MOUSSEAU, DUBE, DeLUCA

HILBERS FAZIO & O'NEIL

Barristers & Solicitors
Canada Trust Building

Windsor, Ontario
NSA 5P1

258-0615



Consultez-nous pour tous vos besoins agricoles

KING GRAIN & SEED CO. LIMITED

Chatham
354-3214

Paincourt
354-3210

Wallaceburg
627-6089



JANISSE FRERES

LIMITÉE

Entrepreneurs de Pompes Funèbres

1139, rue Ouellette Windsor 253-5225

EPICERIE

CHEZ CORMIER

LUCKY DOLLAR

Pointe-aux-Roches
694-3028

Taylor & Delrue

Avocat

682-2631

30 rue Queen N Tilbury

St-CLAIR GRAIN & FEEDS

Provisions pour fermes

Pâture Grain Staples


Tilbury

FEMME DEMANDEE

pour la vente à temps partiel

travaillez par rendez-vous

Tel: 728-2287



J e a n - G u y M o r i n

Mon souhait le meilleur, dit-il, est que ceux qui ne peuvent pas être heureux, comme le Seigneur le voudrait, puissent découvrir notre ami JESUS.

A Pointe-aux-Roches, au sous-sol de l'église de Pointe-aux-Roches, le dimanche 9 novembre 1975 à 8 heures p. m.

A Pain Court, à l'école secondaire de Pain Court le samedi 8 novembre à 8 heures p. m.

Le Bingos de l'A.P.I. reprennent

En effet après un petit repos pendant l'été, les bingos de l'A.P.I. attendus par les amateurs reprennent avec \$2000.00 en prix. Le premier bingo aura lieu le samedi, 25 octobre 1975, à 7:30 hres p.m. N'oubliez surtout pas qu'il y a eu changement de local. Les bingos se tiendront désormais dans l'édifice du 'Bazaar Flea Market', c'est-à-dire le Marché aux Puces sur la rue Ouellette, à l'angle de la rue Tuscarora. Les bingos se tiendront à tous les deux semaines. Les

cartes pour le 'Early Bird Round' sont gratuites avec l'achat de cartes régulières. Il y aura un 'Early Bird Round' pour \$100.00, deux parties spéciales de \$200.00 chacune, dix parties régulières de \$50.00 (\$30.00 et \$20.00) et finalement le gros lot élevé au prix du \$1000.00. Il est intéressant et excitant de jouer au bingo alors rendez-vous à l'édifice du Marché aux Puces le samedi 25 octobre; peut-être y serez-vous chanceux.

...attention ...clic...

Un ingénieur du Ministère du Transport et des Communications a mis au point une nouvelle façon de déterminer dans quelle mesure une route mouillée est glissante. Il s'agit d'un appareil pour photographier la surface du pavé. Cet appareil peut remplacer toute une équipe de personnes qui effectuaient des tests de dérapage.

Savoir si une route particulière ou un segment de la route est glissant lorsqu'il pleut ou que la circulation est intense peut s'avérer fort utile dans la prévention des accidents car en ayant le résultat de ces tests on est à même de réparer l'état de la chaussée avant que de graves accidents ne se produisent.

La méthode est recommandée par l'American Society for Testing and Materials dans son livre Book of Standards.

Les nouvelles de Paint Court



M. Alphonse Carron a décedé à l'Hôpital Victoria le 6 octobre à l'âge de 57 ans. Il était natif de Pain Court où il y demeura avec sa famille.

jusqu'à l'an dernier où il alla s'établir à Chatham. Il était électricien renommé et bien d'entre nous ont eu l'occasion de recourir à ses services. Ce n'est qu'en mai dernier que lui et son épouse ont eu la joie d'assister à l'ordination de leur fils Jacques actuellement à St. Jerome de Windsor. Il laisse dans le deuil son épouse née Gertrude Pinsonneault, quatre filles: Roberte, Mme. Wayne Reissner de Chatham, Francoise de Toronto, Marie-Claire et Bemadette, huit garçons: Roger, Louis, Charles, René, Robert, et Yvon de Chatham et Paul et

Père Jacques de Windsor. Une petite fille Heather ainsi que deux frères Hilaire et Hubert de Pain Court et cinq sœurs: Blanche de Pain Court, Sr. Louise de Montréal, Sr. Annette de l'Académie Ste. Marie de Windsor, Rita-Mme McKay de Montréal et Jeannette-Mme Moncion de Livonia Michigan. La messe de funérailles fut célébrée en l'église Immaculée Conception par le Père Jacques, Mgr. Augustin Caron et Mgr. Jean Noël le 9 octobre. Nous offrons nos plus sincères sympathies à la famille éprouvée.

Nous avons plusieurs malades à l'hôpital et à chacun nous offrons nos vœux de rétablissement. M. Felix Bourassa du passer quelques jours à l'hôpital St. Joseph de Chatham mais

nous sommes heureux d'appréhender qu'une fois de plus il ait fait preuve d'un courage exceptionnel puisqu'il est présentement chez lui. Quel le détermination! M. Ovil Couture a été transporté

d'urgence à l'hôpital St. Joseph à la suite d'un accident infortuné lundi le 13 octobre. Nous espérons tous que sa condition n'est pas trop grave.

L'HEURE DU CONTE

La Bibliothèque Municipale de Windsor

a le plaisir d'annoncer

a

la communauté francophone
le lancement d'un nouveau
programme hebdomadaire
pour les enfants d'âge préscolaire

L'HEURE DU CONTE

aura lieu tous les
jeudis 2.00 p.m. à 3.00 p.m.

à partir du
9 octobre
dans le foyer de la
Bibliothèque principale

Pour de plus amples renseignements et pour l'inscription gratuite veuillez communiquer avec M. Natale Vella, Language Centre, Bibliothèque Principale 850 rue Ouellette Tel. 258-8111 P 5 2



Une banque ouverte le samedi?

Non! Les caisses populaires du sud-ouest!



Pour mieux vous servir, les Caisses Populaires de la région restent ouvertes le samedi

189 Church
Belle-Rivière
728-2471

1520 Lespérance
Tecumseh
735-4652

2800 Tecumseh est
Windsor
945-8161
945-8156

Pointe-aux-Roches
694-3026

Paintcourt
351-1344

VOTRE CAISSE POPULAIRE

On voit ici quatre membres de l'équipe 'Pain Court Kings' qui demeurent les 'Champions' de la 'Kent County Football League' depuis les deux dernières années. Ils ont fait honneur à notre petite communauté française en éliminant sept autres équipes au cours de l'année et nous les saluons

publiquement et avec fierté. A Marc Chauvin et Rick Bechard un merci aussi bien leur tâche comme entraîneur n'est pas toujours agréable mais la persévérance et la ténacité ont su apporter une victoire bien méritée. L'équipe comprend aussi que les quatuor sur la photo, Paul Belanger, Dave Duphette,

Lynn Poissant, Jean-Paul Raymond, Len Lucier, Gary Rae, Marc Richer, Kevin Peel et Brian Pickering. Les spectateurs qui les ont supportés durant l'été et leurs bienfaiteurs ont droit aussi bien à des remerciements et nous le faisons au nom des joueurs qui leur sont très reconnaissants. Bravo les gars!

Depuis deux ans, l'École Secondaire de Pain Court participe aux activités pour le 'United Appeal', secondées par le personnel enseignant et le directeur M. Amédée Emery, les étudiants ont non une fois de plus fait honneur à leur école mais à tous ceux de la communauté. Leur char

allegorique artistiquement décoré et dénotant le thème 'Partageons nos biens' rapporta le 2e prix. La reine choisie Sandy Rakus, fut choisie deuxième et les jeunes filles qui participaient au jeu 'Broom ball' pour la première fois ont été déclarées aussi bien les deux

jemes. Donc il faut s'en dire que la collaboration et le travail accompli par le petit membre d'école a porté fruit. Ce n'est pas toujours la quantité mais la qualité qui survient. Soyez fiers de votre école. Vous en aurez à discuter dans le futur. On vous félicite!

Baptêmes:

M. Mme Norman Goure sont fiers d'annoncer l'arrivée d'une petite fille Stephanie Marie. M. Mme Lyle Dubriche nee Rosalie Benoit sont les parents d'une deuxième fillelette ne au cours de l'été. Elle porte le nom Anna Marie.

Des gens de langue française venant du Québec, ont préféré que leurs nouveaux soient baptisés dans une paroisse française et le Père Charon était heureux des accueillir. M. Mme Marc Belanger sont les parents d'une fille Marie Louise

M. Mme Jacques Beauvais accueillent une fille aussi bien Anne Marie France. M. Mme Norman Lachance ont voulu maintenir le même patron en recevant de Dieu une fille Carole Lisette. C'est l'année de la femme dit-on!



M. Edmond Chauvin tourne la roulette qui déclare l'atout auxpertiede cartes auxquelles environ 40 a 50 memres partipent a chaque semaine.

En decembre 1974, M. Edmond Chauvin qui prit sa retraite de l'enseignement et qui presentement est reconnu comme le Maitre de Poste au petit bureau de Pain Court, vit la possibilite d'organiser un centre d'activite pour les gens d'ages murs pourrait-on dire. A la suite de

maintes deliberations, d'etude et de perseverance dans ses convictions il parvint a realiser avec l'aide de bien des gens, un reve qui lui semblait vraiment sensible. Grace a son travail assidu, ses interets multiples et sa determination le Club de l'Amitie survit et continue d'agrandir ses branches. Tous ceux qui participent aux activites se rendent compte que c'est un rendez-vous de divertissement ou on peut jaser a son gout et oublier les petits tracass journaliers. Il y eu jusqu'a date quelques rencontres entre les membres de deux autres centres soit Samia et Pointe-auxRoches et on se rend compte qu'il y aura bonne entente et une relation intime. Les projets d'avenir sont multiples selon le dire de M. Chauvin et sachons croire qu'ils se realiseront. M. Edmond Chauvin president recoit l'aide de Mme Zulma Trudell qui agit a titre de Vice-Présidente et Mlle Blanche St. Pierre a titre de secretaire.



Mlle Blanche St. Pierre verse une tasse de the a Mmes Marie Anne Frahan et Zulma Trudell tout en jasant.

MOTS CROISES

1 2 3 4 5 6 7 8 9 10 11 12

1												
2												
3												
4												
5												
6												
7												
8												
9												
10												
11												
12												

HORIZONTALEMENT

1. Aventures facheuses.
2. Rivaliserais - Art. s.
3. Adj. poss. - Soumettre a de trop lourdes charges.
4. D'apparence miserable (fém.) - Songea.
5. Irritant, agacent - Au Moyen age, petit poeme narratif.
6. Note de mus. - Assurerait un revenu a quelqu'un.
7. Cérium - Rayons.
8. Connaîtrait - Saint.
9. Mélangeai - Dans la rose des vents - Coutumes.
10. Erbium - Détruisirent sournoisement.
11. Rival - Une des cinq parties du monde.
12. Rassasiée - Demeurer.

VERTICALEMENT

1. Guérison par le magnétisme.
2. Petite scie à lame rigide - Ventile.
3. Etat d'équilibre de l'organisme - Le fond des choses (fig.) - Nép-tunium.
4. Aluminium - Vagabondera - Nutrium.
5. Volcan actif, au sud-est de Naples - Chérie.
6. Inf. - Eprouvé - Préf.
7. Avancent sur ou dans l'eau - Avoir à la main.
8. Action de lancer un projectile quelconque - Trois fois - Sélénium.
9. Détériorer - Effleureras (fig.).
10. Mettait bas en parlant d'une vache - Point cardinal.
11. Erigerai - Liée.
12. Existerait - Fleur.

SOLUTION AUX MOTS CROISES DU NO 16

- | | |
|-------------------|------------------|
| 1. terreauteras | 7. sott-raie-i |
| 2. eteint-oser- | 8. eu-ene-union |
| 3. tate-toiture | 9. risette-trie |
| 4. aminees-ans | 10. ares-armees- |
| 5. nee-unie-ive | 11. i-c-plier-il |
| 6. i.-nord-est-er | 12. testa-eta-fa |

Nouveau reglement sur l'importation de bovins des Etats-Unis

OTTAWA, le 14 octobre 1975

La Direction de l'hygiène vétérinaire du ministère fédéral de l'Agriculture a annoncé aujourd'hui une modification aux exigences sanitaires visant les bovins importés des Etats-Unis.

A compter du 27 octobre 1975, le bétail entrant des E.-U. au Canada doit avoir deux épreuves pour la fièvre catarrhale et les troupeaux d'origine doivent être exempts de fièvre catarrhale et d'anaplasmose.

La fièvre catarrhale est une virose à effet généralement plus grave chez les ovins que chez les bovins. Cependant, les bovins et les caprins (chèvres) souffrent quelquefois de cette maladie et peuvent la porter sans symptôme apparent.

Les bovins et les ovins canadiens sont exempts de fièvre catarrhale, mais la maladie se retrouve chez des animaux d'une partie des E.-U. La Direction de l'hygiène vétérinaire veut éviter que cette maladie ne se propage chez nous afin de

protéger le bétail canadien et les marchés d'exportation de bétail canadien et de sperme dans les pays comme l'Australie, qui sont exempts de fièvre catarrhale.

En vertu du nouveau règlement, le bétail des E.-U. doit être soumis à l'épreuve de la fièvre catarrhale et isolé des autres bovins, ovins, et caprins. Après une période de 30 à 90 jours, ils doivent subir une nouvelle épreuve. Cette dernière doit être effectuée dans les 30 jours précédant l'expédition au Canada.

En outre, ils doivent subir l'épreuve de l'anaplasmose (maladie du sang causant l'anémie chez les bovins), de la tuberculose et de la brucellose, également dans les 30 jours précédant l'exportation au Canada.

Il existe aussi des règlements stricts concernant les troupeaux d'origine. Tout bovin importé des E.-U. doit provenir de troupeaux où ne s'est présente aucun cas de fièvre catarrhale ou d'anaplasmose

au cours des deux dernières années.

Si le secrétaire de l'Agriculture des E.-U. ne peut certifier l'état sanitaire au cours des deux dernières années d'un troupeau nouvellement constitué, tout le troupeau doit être soumis à l'épreuve de la fièvre catarrhale et de l'anaplasmose avant qu'un sujet puisse être expédié au Canada. Soixante jours après ces épreuves, les animaux exportés en subissent une autre pour les deux maladies.

Tous les troupeaux d'origine doivent être inspectés par un vétérinaire attitré dans les 30 jours précédant l'importation au Canada, afin d'assurer qu'aucun animal du troupeau ne manifeste de symptômes cliniques d'anaplasmose ou de fièvre catarrhale.

Le nouveau règlement s'applique aux bovins d'élevage et de reproduction. Ces exigences ne visent pas les bovins provenant des E.-U. et destinés à l'abattage immédiat au Canada.

COULTER AUTO PARTS

Coulter's vous invite à visiter le nouveau centre de pièces d'automobile, service complet pour radiateurs et climatiseurs

Spécialisés en roues "MAG"

1785 Tecumseh ouest, tél. Canada 258-3303 - USA: 964-0976

Service bilingue..... Peter Bélanger

GÉRARD P. LÉVESQUE AVOCAT

ou:

52, rue Chatham ouest - Suite 205
Windsor, Ont. - Tél. 252-2323

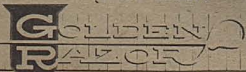
et aussi à:

1218, rue Ste-Anne
Tecumseh, Ont.
Tél. 735-2517

YVAN DUCHESNE
Manager

SABIN MAICH'S

Tecumseh Mall
7704 Tecumseh Rd. E.
945-7151



Hair Grooming Centre for Men - Children Welcome

ENTREVUE AVEC M. GERARD LEVESQUE

sujet: La semaine française

LE REMPART - M. Levesque, on entend que vous avez été nommé président du comité qui est en charge du projet 'La semaine française', pouvez-vous nous décrire de qui se compose ce comité?

G. Levesque - Le comité est composé de représentants de diverses organisations francophones de la région; des exemples sont: Le club Richelieu, le Centre Culturel Tournesol, l'Alliance Française, l'Association de la St-Jean Baptiste, la Fédération des Femmes canadiennes-françaises, etc.

LE REMPART - En général, quelles sont les fonctions de ce comité?

G. Levesque - Le comité a comme fonction de coordonner les activités de la semaine française afin qu'il n'y ait pas deux activités ayant lieu en même temps. Chaque organisation sera en charge de leur propre projet.

LE REMPART - Est-ce que la date officielle de la semaine française a été fixée?

G. Levesque - Oui, la semaine débutera le 20 février et se terminera le 2 mars 1976.

LE REMPART - Est-ce qu'il existe une raison pour le choix de cette date?

G. Levesque - En effet, le 2 mars 1976, la date

marquant la fin de la semaine, se trouve un mardi, en fait, le mardi-gras. Ceci nous permettra de fêter le mardi-gras pendant notre semaine française, autrement dit, fêter le mardi-gras en français.

LE REMPART - D'après vous, M. Levesque, quelle est l'importance d'une semaine française?

G. Levesque - Il est important de manifester le français dans notre région et de réunir les Francophones. Cette semaine spéciale est une occasion unique de réunir tous les groupes de Français qui diffèrent tant à cause des différents endroits d'où ils viennent.

Le Rempart - Pourquoi s'y prendre si tôt dans l'année pour organiser un projet qui n'aura lieu qu'au mois de février?

G. Levesque - J'étais moi-même président de la semaine française 1974 à Welland et selon mes expériences, je peux vous assurer que si l'on ne s'y prend pas au mois d'octobre pour organiser la semaine française qui aura lieu au mois de février, on n'arrive jamais tout prêt pour la semaine française. Il y a même eu des changements 2 semaines avant le début de la semaine française alors en commençant tout on espère éliminer ces inconvénients.

Le Rempart - En 1976, quels genres de projets prévoyez-vous pour la semaine française?

G. Levesque - Cette année,

le programme sera bien varié. On prévoit y compter des activités sportives, des danses, des concerts, des expositions d'art, j'espère, des films français pour adultes, ainsi que des soirées de talents comme les autres années.

Le Rempart - Pour terminer, M. Levesque, est-ce que vous aimeriez citer quelques mots aux écoles de la région au sujet de la semaine française?

G. Levesque - Je demanderais à chaque école de bien vouloir me faire parvenir le programme de leurs activités de la semaine française afin que je puisse faire imprimer le programme complet le plus tôt possible.

Le Rempart - Merci beaucoup, M. Levesque, et on vous souhaite une des meilleures semaines françaises jamais existées.



M. Gerard Levesque, président de la semaine française discute avec Mme Therese Fortier, ancienne présidente de la semaine française.

Si vous avez 65 ans ou plus, vous avez sans doute droit à la nouvelle carte de personne âgée de l'Ontario.

Voici les droits que l'Ontario vous garantit.



Il existe une nouvelle carte de personne âgée de l'Ontario qui a été envoyée à 750,000 personnes domiciliées en Ontario et ayant 65 ans ou plus. Elle remplace la carte mensuelle de médicaments gratuits délivrée par le ministère de la Santé.

La carte permet à toutes les personnes âgées recevant la pension fédérale de la sécurité de la vieillesse ou le revenu annuel garanti de l'Ontario (GAINS) de se procurer gratuitement plus de 1,500 médicaments prescrits sur ordonnance.

La nouvelle carte permet aux personnes âgées:

- d'entrer gratuitement dans tous les parcs provinciaux de l'Ontario;
- d'entrer gratuitement ou à tarif réduit dans de nombreux sites historiques, culturels ou récréatifs tels que la Place de l'Ontario, le Centre des sciences de l'Ontario, le Village Upper Canada et les Jardins botaniques royaux;
- de bénéficier des réductions spéciales qu'accorde de nombreuses entreprises aux personnes âgées;

- de bénéficier des tarifs spéciaux sur certains réseaux de transports publics (veuillez vérifier auprès de votre réseau de transports local);
 - de participer aux activités communautaires et d'être admises dans les centres pour personnes âgées.
- Si vous recevez actuellement votre carte mensuelle de médicaments gratuits, vous devriez recevoir automatiquement votre carte de personne âgée. Signez-la tout de suite. Si elle n'est pas signée, vous ne pouvez pas l'utiliser.

Si vous avez 65 ans ou plus et avez été domicilié en Ontario au cours des 12 derniers mois mais n'avez pas reçu votre carte le 30 septembre, veuillez écrire à:

Carte de personne âgée de l'Ontario
Médicaments gratuits
Queen's Park
Toronto (Ontario) M7A 2S3

Si vous désirez cette carte en français, demandez-la à la même adresse.

Si vous avez 65 ans ou plus, mais avez été domicilié en Ontario pendant moins de 12 mois, vous pouvez demander une carte temporaire de personne âgée. Elle vous permettra de jouir de tous les droits sauf du régime de médicaments gratuits.

Veuillez écrire à:

Carte de personne âgée de l'Ontario
Case postale 21000
Succursale "A"
Toronto (Ontario) M5W 1Y5

Ministère des Services sociaux
et communautaires
René Brunelle, ministre

ACTION COLLECTIVE

VS

INDIVIDU

La Fédération des Associations de parents et instituteurs de langue française de l'Ontario tiendra son congrès annuel au Patio, 40, rue Cobourg, Ottawa le 8 novembre prochain dont le thème sera 'ACTION COLLECTIVE VS INDIVIDU'. L'A.P.I. régionale de Windsor tient une réunion spéciale le 15 octobre au sujet de ce congrès. L'assemblée décidera de partir en groupe, soit 15 délégués avec leur directrice en tête. Trois délégués de chaque école participeront. Ceux-ci sont les suivants:

Ecole Lucien Beaudoin:
1) Présidente-Mme Micheline Buteau
2) Mme Annik Filippi
3) M. Richard Cousineau

Ecole Ste-Thérèse
1) Présidente-Mme Rolande Chauvin
2) Mme Helene Bontrott
3) Mme Rose Cogliati

Ecole Georges Vanier:
1) Président-M. Andrian Van Denhoven
2) Mme Louise Chehab
3) Mme Claire Landry

Ecole secondaire française
1) Présidente-Mme Micheline Maltair
2) Mme Louise Ecoiffier
3) Mlle Marie-Paule Duquette (étudiante)

Cette délégation est la plus grande délégation de Windsor au congrès provincial des A.P.I.

Les délégués ainsi que Mme Diane Thibert, partiront de l'aéroport de Windsor à 2:30 hres p.m. le 7 novembre et reviendront le dimanche 9 novembre à 9:30 hres.



Gouvernement de l'Ontario

William Davis, premier ministre